HÉMISPHÈRES ÉDITIONS

L'opinion européenne 2024-2025

DIRIGÉ PAR
DOMINIQUE REYNIÉ

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

L'OPINION EUROPÉENNE
2024-2025

fondapol.org

maisonneuve & larose
NOUVELLES ÉDITIONS
hémisphères
ÉDITIONS

© Hémisphères éditions
3, quai de la Tournelle 75005 Paris
www.hemispheresedition s.com

ISBN : 978-2-37701-264-0

Sous la direction de
DOMINIQUE REYNIÉ

L'OPINION EUROPÉENNE 2024-2025

Hémisphères éditions

Fondapol

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation **« Anthropotechnie »**, la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

www.fondapol.org

Sommaire

Partie I
Où en est l'opinion publique européenne ? 15

Alice Chavaren, Gabrielle Desalbres, Thibaut Eudier, Louis Geiregat, Léo Major, Bathilde de Parseval, Éléonore Ruste
Les populistes lors des dernières élections en Europe 17

Gérard Grunberg
Les Européens, l'UE et le soutien à l'Ukraine 51

Dominique Reynié
Les Européens abandonnés aux populistes
Une interprétation alternative du vote populiste 57

Partie II
La Pologne, acteur central en Europe 87

Edwin Bendyk et Filip Pazderski
La Pologne après l'élection présidentielle 89

Kinga Torbicka
La sécurité de la Pologne au XXIe siècle :
défis, stratégies et perspectives 109

Partie III
L'intelligence artificielle :
un défi pour l'Europe 129

Thérèse d'Orléans
L'Union européenne peut-elle réguler l'intelligence artificielle ?
Le défi d'écrire les standards d'une technologie mouvante 131

Partie IV
L'Europe a besoin d'une politique démographique 153

Louis Geiregat
Synthèse de l'évolution du taux de fécondité
dans les pays de l'Union européenne 155

Partie V
Les législations sur la fin de vie
en Europe et dans le monde 191

Éléonore Ruste et Louis Geiregat
État des lieux des législations sur la fin de vie en Europe
et dans le monde 193

Partie VI
Les élections en 2024 211

Corinne Deloy
Les élections en 2024 213

Ont contribué à cet ouvrage

Edwin Bendyk est Président du conseil d'administration de la Fondation Stefan Batory, journaliste, écrivain, chroniqueur pour l'hebdomadaire Polityka. Auteur de *W Polsce, czyli wszędzie. Rzecz o upadku i przyszłości świata* (En Pologne, c'est-à-dire partout. Une réflexion sur le déclin et l'avenir du monde). Rédacteur et coauteur du rapport final du Programme national Foresight Pologne 2020. Commissaire du programme « Ville du futur/Laboratoire Wrocław » lors de la Capitale européenne de la culture Wrocław 2016. Coorganisateur du Congrès de la culture en 2016. Membre du PEN Club polonais et du Conseil européen des relations étrangères. Lauréat du Prix Planeta Lema dans le domaine de la culture.

Alice Chavaren est diplômée en lettres et en droit. Elle est chargée de mission à la Fondapol.

Corinne Deloy est rédactrice de l'Observatoire des élections en Europe (OEE) à la Fondation Robert-Schuman et chargée d'études au Centre de recherches internationales (Ceri) de Sciences-Po.

Gabrielle Desalbres est diplômée de l'Université de Cambridge en Histoire (BA) et en Histoire et Philosophie des Sciences (MSc). Elle est stagiaire à la Fondapol et étudiante à Sciences Po Paris en master de Politiques publiques, spécialité culture.

Thibaut Eudier est diplômé des universités Paris-Nanterre et Jean-Moulin-Lyon-III, en administration publique et en relations internationales. Il est chargé de mission à la Fondapol.

Louis Geiregat est étudiant au sein du master Gouvernance européenne à Sciences Po Grenoble et du master International Business & Geopolitics à Grenoble École de Management, et anciennement chargé de mission à la Fondapol.

Gérard Grunberg est politologue, Directeur de recherche émérite au CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po.

Léo Major est diplômé de l'EHESS et spécialiste de la politique polonaise. Il est chargé d'études à l'Ifop et anciennement chargé de mission à la Fondapol.

Thérèse d'Orléans est élève-fonctionnaire de l'ENS-Ulm et diplômée du master de recherche en sciences politiques et relations internationales de Sciences Po Paris. Elle est en échange à l'université de Princeton.

Bathilde de Parseval est étudiante en master d'économie et management du gouvernement et des organisations internationales à l'Université Bocconi de Milan, et était stagiaire à la Fondapol.

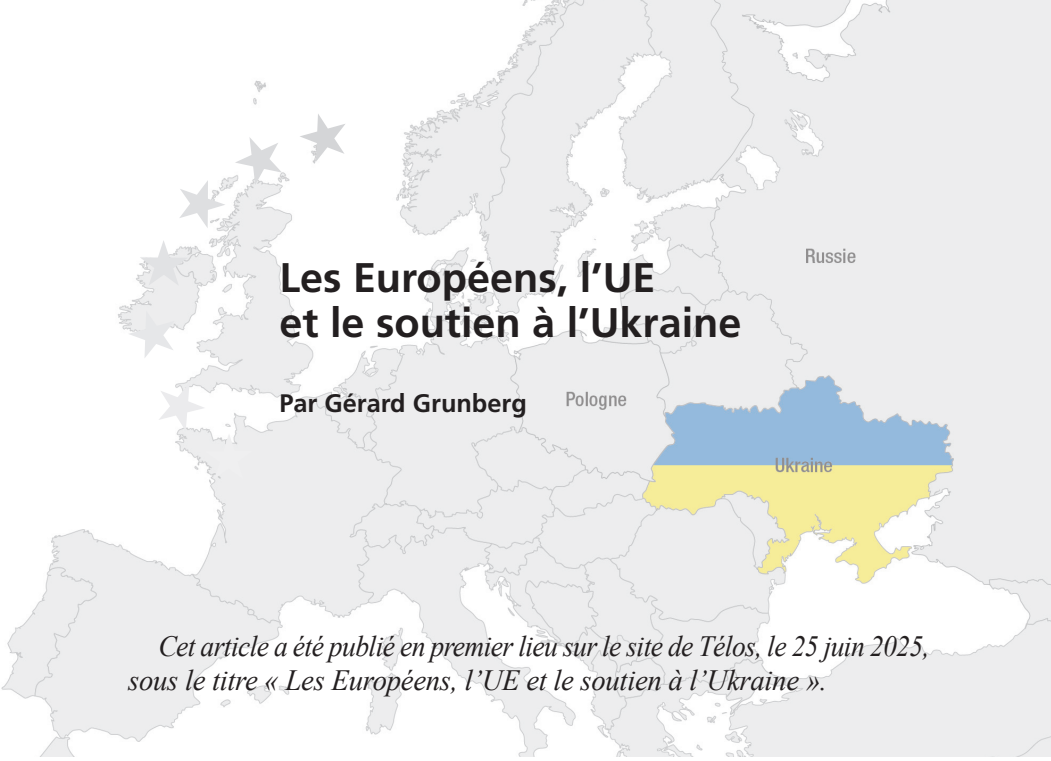
Filip Pazderski est juriste et sociologue, diplômé de l'Université de Varsovie. Il a également obtenu un master européen en droits de l'homme et démocratisation (E.MA) à Venise. Actuellement responsable du programme Société civile à la Fondation Batory. Anciennement directeur du programme Démocratie et société civile. Il est spécialisé dans la dynamique de la société civile, le fonctionnement des organisations citoyennes, l'éducation civique, la participation publique et la qualité des institutions démocratiques. Ses travaux de recherche et ses publications comprennent, entre autres, une collaboration avec l'ODIHR de l'OSCE, le CESE, le Conseil de l'Europe, International IDEA, l'OSEPI, le National Democratic Institute, la Chancellerie du Sénat de la République de Pologne, le ministère du Travail et de la Politique sociale et l'Institut de recherche en éducation.

Dominique Reynié est professeur des universités à Sciences Po Paris et Directeur général de la Fondapol. Auteur, entre autres, du *Triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVIe au XXe siècle* (Odile Jacob, 1998), du *Vertige social-nationaliste. La Gauche du non* (La Table Ronde, 2005) et des *Nouveaux Populismes* (Fayard/Pluriel, 2013). Il a également dirigé l'ouvrage *Où va la démocratie ?* (Plon, 2017), les enquêtes internationales *Démocraties sous tension* (Fondapol, 2019) et *Libertés : l'épreuve du siècle* (Fondapol, 2022) ou encore *Le XXIe siècle du christianisme* (Éditions du Cerf, 2021).

Éléonore Ruste est étudiante en master de Géopolitique et Sécurité internationale à l'Institut Catholique de Paris, et anciennement stagiaire à la Fondapol.

Kinga Torbicka est Maître de conférences au département d'études stratégiques et de sécurité internationale de la faculté des sciences politiques et des études internationales de l'Université de Varsovie.

Partie I
Où en est l'opinion publique européenne ?



Les Européens, l'UE et le soutien à l'Ukraine

Par Gérard Grunberg

Cet article a été publié en premier lieu sur le site de Télos, le 25 juin 2025, sous le titre « Les Européens, l'UE et le soutien à l'Ukraine ».

Le dernier Eurobaromètre de la Commission européenne, publié en mai 2025, est plein d'enseignements[1]. Au cours de la dernière décennie, les peuples de l'Union Européenne ont exprimé une confiance croissante dans l'Union européenne, ses institutions et ses projets (tableau 1). La confiance dans l'Union elle-même et, en particulier, dans la Commission européenne, s'est accrue d'une vingtaine de points depuis 2013-2014. En 2025, pour la première fois, cette confiance est devenue majoritaire (52 %). L'Union monétaire et l'euro, d'une part, le projet d'une politique de défense et de sécurité commune, d'autre part, sont plébiscités par les habitants de l'Union alors qu'il s'agit pourtant de deux des principales fonctions régaliennes de l'État.

Cette confiance croissante dans l'Union s'accompagne du développement du sentiment d'appartenance chez les Européens. Les trois quarts d'entre eux se sentent aujourd'hui citoyens de l'UE. L'optimisme sur l'avenir de l'Europe est également largement majoritaire. Seule l'image de l'UE demeure, malgré des progrès, relativement négative. Il ne fait pas de doute que, dans cette période marquée par le retour de la guerre en Europe et de l'insécurité dans le monde, le sentiment de constituer une communauté s'est renforcé chez les peuples de l'UE.

1. "Standard Eurobarometer 103 – Spring 2025", Commission européenne, mai 2025 [en ligne].

Tableau 1 : Évolution des attitudes des Européens à l'égard de l'Union européenne

	2013/2014	2025	Écart
Confiance dans l'UE	31	52	+21
Confiance dans la Commission européenne	32	52	+20
Optimiste sur l'avenir de l'UE	49	62	+13
Image positive de l'UE	30	43	+13
Pour l'Union monétaire et l'euro	62	83	+21
Pour une politique de défense et de sécurité commune aux pays membres de l'UE	72	81	+9
Se sent citoyen de l'UE	67	75	+8

Si l'idée européenne progresse clairement dans l'ensemble des peuples de l'Union européenne, il faut constater que le peuple français, lui, est à la traîne. Avec la Grèce, Chypre et la Slovénie, il occupe les dernières places sur la plupart des questions (tableau 2). Les Français ne sont que 42 % à faire confiance à l'UE. Certes, cette confiance est très nettement supérieure à celle qu'ils témoignent à leur propre gouvernement (23 %), mais ce chiffre reste faible, comparé à la moyenne dans l'UE (52 %). Seulement 36 % des Français ont une image positive de l'UE et 27% une image négative. Les Français se partagent presque en deux moitiés égales lorsqu'il s'agit d'être optimiste ou non sur l'avenir de l'UE. Enfin, ils ne sont qu'une moitié à estimer que les peuples de l'UE ont beaucoup de choses en commun, contre une moyenne de 64 % dans l'UE.

Cependant, si les Français se distinguent par leur attachement relativement faible à l'UE, ils soutiennent, aussi massivement que les autres, ses décisions et ses projets. Les trois quarts d'entre eux soutiennent l'Union monétaire ainsi qu'une politique de défense et de sécurité commune.

Tableau 2 : Les Français par rapport aux autres Européens

	UE (27)	France	Position de la France dans l'UE (sur 27)
Confiance dans l'UE :			
Oui	52	42	24e
Non	41	49	
Confiance dans le gouvernement national :			
Oui	36	23	26e
Non	60	72	
Image de l'UE :			
Positive	43	36	24e
Neutre	38	37	
Négative	19	27	
Sur l'avenir de l'UE :			
Optimiste	62	48	25e
Pessimiste	35	47	
Jugement sur la situation de l'économie européenne :			
Bonne	44	30	27e
Mauvaise	48	59	
L'Union monétaire européenne et l'euro :			
Favorable	83	79	16e
Défavorable	14	18	
Êtes-vous favorable ou défavorable à une politique de défense et de sécurité commune aux États membres de l'UE ?			
Favorable	81	75	20e
Défavorable	15	20	
Vous sentez-vous un citoyen de l'Europe ?			
Oui	75	64	24e
Non	24	35	
Les peuples de l'UE ont beaucoup de choses en commun :			
D'accord	64	51	27e
Pas d'accord	33	44	

Un certain manque de confiance à l'égard de l'UE ne signifie donc pas qu'ils rejettent les progrès les plus importants de la construction européenne, bien au contraire. Cette contradiction apparente entre un attachement relativement faible à l'Union européenne et un soutien à ses réalisations ne doit pas nous étonner. La France est le pays de l'ouest de l'UE qui compte la plus forte proportion d'électeurs des partis d'extrême droite et d'extrême gauche, autour de 50 %, tous hostiles à une accélération de la construction européenne. Ces forces politiques ont progressivement abandonné leur combat contre la monnaie unique tout en ayant parfois une position ambiguë sur la politique de sécurité et de défense commune comme c'est le cas pour La France insoumise et le Rassemblement national.

Ces évolutions sont favorisées par l'européisation de leur électorat. Il n'est plus question de revenir en arrière, quelles que soient les hésitations pour aller de l'avant. Ainsi, selon un sondage Elabe de 2024[2], 63 % des proches de LFI et 55 % des proches du RN étaient favorables au principe d'une politique de sécurité et de défense commune.

Les citoyens de l'UE sont majoritairement favorables à un soutien envers l'Ukraine (tableau 3). Ici, les Français ne se distinguent pas de la moyenne. Ce soutien varie cependant en intensité selon le type d'aide dont il s'agit. Il est massif pour l'aide financière et humanitaire, pour les sanctions contre la Russie et pour l'accueil des Ukrainiens fuyant la guerre. Il est moins élevé s'agissant de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et de la livraison de matériel militaire. Ce soutien se maintient dans le temps, augmentant même entre 2024 et 2025 pour l'aide financière et humanitaire.

Tableau 3 : Le soutien à l'Ukraine

	UE (27) 2024		UE (27) 2025		Écart D'accord
	D'accord	Pas d'accord	D'accord	Pas d'accord	
Fournir une aide financière et humanitaire à l'Ukraine	68	29	76	21	+8
Imposer des sanctions aux gouvernements, entreprises et individus russes	71	24	72	23	+1
Accorder à l'Ukraine le statut de candidat potentiel de l'UE	60	34	60	34	=
Financer l'achat et les fournitures d'équipement militaire de l'UE	58	37	59	36	+1
Accueillir dans l'UE les personnes fuyant la guerre	83	15	80	17	-3

Le moindre engagement des Français dans le processus de la construction européenne ne s'explique pas seulement par la forte influence qu'y ont acquis les partis extrêmes. Cette particularité s'explique également selon nous par la différence d'engagement sur l'Europe entre les formations pro et anti-européennes. Pour différentes raisons, celles qui soutiennent la construction européenne n'en font pas comme leurs adversaires un enjeu politique central.

2. « Les Français et la politique de défense commune européenne », sondage Elabe pour l'Institut Montaigne et *Les Echos*, 2 mai 2024 [en ligne].

Tandis que la gauche modérée continue de concentrer ses critiques à l'égard de l'Union européenne sur son libéralisme économique, la droite républicaine, quant à elle, toujours empreinte de gaullisme, ne défend pas clairement le nécessaire équilibre dans la construction européenne entre les institutions nationales et les institutions supranationales. Quant au président de la République, qui est très allant sur ces questions, sa propre impopularité[3] ne lui permet pas de transformer en soutien à la construction européenne les efforts qu'il déploie dans ce domaine. Dans le même temps, les droites anti-européennes s'organisent nationalement et internationalement avec l'aide de l'Amérique trumpienne et de la Russie poutinienne qui, toutes deux, ont fait de l'UE leur adversaire principal. Le 9 juin dernier, Marine le Pen s'est exprimée à Montargis lors d'un meeting où se sont retrouvés Viktor Orban, Matteo Salvini, et Andrej Babis. Elle a lancé une lourde charge contre l'Union européenne, la qualifiant « d'empire marchand, wokiste, ultralibéral », tandis que Jordan Bardella a dénoncé un « monstre bureaucratique gouverné par des technocrates » et le « pacte européen pour les migrations [...] qui force la France à répartir les migrants dans nos villes et nos villages[4] ».

Les deux extrêmes se font écho. Tandis que Jordan Bardella a accusé l'UE de « mettre son énergie dans un projet de guerre programmée[5] », Sophia Chikirou, députée LFI, a participé en mai 2025 à une commémoration du 8 mai organisée par des associations prorusses[6], dont le communiqué affirmait : « Aujourd'hui, l'Europe est en guerre à nouveau, et des fascistes à l'ancienne, comme ceux promus par l'OTAN, sont présents sur notre sol[7] ». Dans le même temps, le projet d'intégration de l'Ukraine à l'OTAN et à l'Union européenne est qualifié de « provocations inutiles[8] » vis-à-vis de Moscou. Face à l'union des extrêmes anti-européens et prorusses, les partisans de l'Europe se font trop discrets, hésitant à mobiliser un électorat, plus réceptif qu'il n'y paraît, en faveur du projet européen.

3. « Les indices de popularité », IFOP, mars 2025 [en ligne].

4. « En meeting dans le Loiret, le RN et ses alliés unis contre Bruxelles et derrière Marine Le Pen », France 24, 9 juin 2025 [en ligne].

5. *Ibid*.

6. « L'insoumise Sophia Chikirou a défilé avec des pro-Poutine (ce qu'elle dément) », *Libération*, 14 mai 2025 [en ligne].

7. Richard Flurin, « Sophia Chikirou se défend d'avoir participé à une manifestation aux côtés d'associations pro-Poutine », *Le Figaro*, 16 mai 2025 [en ligne].

8. *Ibid*.

maisonneuve & larose
NOUVELLES ÉDITIONS

hémisphères
ÉDITIONS

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

L'opinion européenne 2024-2025

SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

Vingt-troisième édition de *L'Opinion européenne*

Cet ouvrage constitue le vingt-troisième volume de notre publication annuelle, née en 2000 : *L'opinion européenne*. Nous avons voulu cette série afin de nourrir les réflexions sur l'Union européenne, en éclairant les transformations de la société civile européenne et l'évolution des modes de vie des Européens, de leurs comportements, de leurs choix électoraux, de leurs opinions.

La première partie de l'ouvrage se penche sur l'opinion publique des Européens. Elle s'ouvre par un texte de la Fondapol sur les résultats électoraux des populistes lors des dernières élections en Europe. S'ensuit un texte de Gérard Grunberg sur les Européens et le soutien à l'Ukraine. Enfin, Dominique Reynié, directeur de la Fondapol, revient sur l'interprétation alternative du vote populiste.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur la Pologne, un acteur central en Europe. Elle débute avec un texte d'Edwin Bendyk et Filip Pazderski sur la Pologne après son élection présidentielle. La contribution de Kinga Torbicka revient sur la sécurité de la Pologne au XXIe siècle.

La troisième partie se concentre sur l'intelligence artificielle vue comme un défi pour l'Europe. Le texte de Thérèse d'Orléans questionne une possible régulation de l'intelligence artificielle.

La quatrième partie se penche sur le besoin d'une politique démographique pour l'Europe. Louis Geiregat revient sur l'évolution de la fécondité dans les pays de l'Union européenne depuis plus de deux siècles et en propose une typologie.

La cinquième partie établit un état des lieux des législations portant sur la fin de vie en Europe et dans le monde à travers un texte d'Éléonore Ruste et Louis Geiregat.

Enfin, le lecteur trouvera une dernière partie consacrée aux chroniques électorales de Corinne Deloy, avec un panorama complet des scrutins nationaux qui ont eu lieu dans les pays de l'Union européenne en 2024.

Couverture :
© Union européenne, 2 juin 2018
Source : Parlement européen

978 2 37701 264 0
ISBN : 978-2-37701-264-0
19€ TTC